



Données de référence 2018 (01/01/2018 - 31/12/2018)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 01/03/2019 - 01/10/2019

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 31^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2018 – 2020, portant sur les données de l'année 2018.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Le manuel d'utilisation est accessible dans l'onglet « Documentation » de l'application.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1. Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[1 919 968]

Commentaires

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, les dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national ou fédéral	6 489 358 029 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The indicated number is total annual public expenditure on gross figures.
The net figure is 6263145569.

003. PIB par habitant (en €) en prix courant pour l'année de référence

[15 136]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[12 384]

NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 5 :

Sources : 1, 3, 4 - Central Statistical Bureau of Latvia - www.csb.gov.lv
2 - Law on National Budget on 2018

1.1.2. Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux des budgets alloués au ministère public

et/ou à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	62 526 134 [] NA [] NAP	61 805 831 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	46 719 966 [] NA [] NAP	46 420 174 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation	2 000 380 [] NA [] NAP	1 889 308 [] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	2 181 514 [] NA [] NAP	1 979 346 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	10 152 026 [] NA [] NAP	10 136 639 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	264 636 [] NA [] NAP	263 073 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	1 207 612 [] NA [] NAP	1 117 291 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : Computerization – Additional costs were created due to changes in the legislation, that resulted in upgrades within the Court Informative System and Unified State Land Register. Also new applications, licenses and systems were purchased. Justice expenses - There were changes in the legislation that resulted in reduction of postal costs, because court summons can now be sent by ordinary mail instead of registered.

Other - Due to the the court reform there was changes in administrative procedures, for example, the expenses for car rental increases, because additional cars were rented for the courts needs to ensure daily logistics procedure between court houses. Due to the price increase, the expenses for seminars and conferences have increased.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux des budgets publics alloués au ministère public et/ou à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
---	---------------------	---------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

S'il existe des exceptions à la règle de payer une telle taxe , veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- Court fees are calculated according to the Civil Procedure Law Article 34 and Administrative Procedure Law Article 124.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[355]
[] NA
[] NAP

Commentaires Civil Procedure Law
Section 34

In regard to claims assessable as a monetary amount:
from 2135 euro to 7114 euro, — 320,10 euro pluss 4 % of the amount claimed exceeding 2134 euro
 $320,10 \text{ €} + (3000 \text{ €} - 2134 \text{ €}) \times 4 \% = 320,10 \text{ €} + 34,64 \text{ €} = 354,74 \text{ €}$

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[12 806 080]
[] NA
[] NAP

Commentaires Chancery fee to the judicial authority, state fee in civil and administrative cases, fee for the submission of enforcement documents for enforcement, fines imposed by judicial authorities.

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
--------------	-------------------------	------------------------------------

TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	2 212 650 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	1 726 526 [] NA [] NAP	1 598 541 [] NA [] NAP	127 985 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The payments in 2016, 2017 and 2018 were significantly affected by the overall decrease of the number of criminal proceedings and, accordingly, the reduction of the number of criminal proceedings in which was provided the state ensured legal aid. Based on this, the Legal Aid Administration made proposals and the Ministry of Justice drafted legal act's projects that foresee redistribution of funds, including increasing the amount of remuneration for legal aid providers, giving fiscal impact for the coming years. On April 1, 2018 and January 1, 2019, the relevant regulations of the Cabinet of Ministers came into force, which provides increasing the amount of payment for certain types of legal aid and introducing new ones.

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	26 921 451 [] NA [] NAP	26 860 729 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	33 764 [] NA [] NAP	33 764 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : In 2018, the public budget was allocated to the Prosecutor's Office at EUR 26 921 451, of which EUR 26 860 729 was spent. Accordingly, a total of EUR 60 722 was not spent on the public budget, which was returned to the national budget due to the fact that the expenditure on translation services was less than the funding allocated for that purpose.

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP

Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser :

014-1. (ancienne question 61) Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein des tribunaux ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Président du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Directeur administratif du tribunal	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Greffier en chef	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Head of the court clerk office is Court Administration of Latvia

Other - Ministry of Justice

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 6 à 14 :

Sources : 6 - Court Administration, Supreme Court; 8, 9, 14 - Court Administration; 12 - Legal Aid Administration; 13 - Prosecutor General Office

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	256 454 903 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	252 927 163 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Tribunaux (voir question 6 ou 7)	(X)	()	()
Aide judiciaire(voir question 12 ou 7)	(X)	()	()
Ministère public (voir question 13 ou 7)	(X)	()	()

In the judicial systems budget is included courts, legal aid and Public prosecutor services.

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus	Non inclus	N'existe pas (NAP)
Système pénitentiaire	(X)	()	()
Service de probation	(X)	()	()
Conseil supérieur de la magistrature	()	(X)	()
Cour constitutionnelle	()	(X)	()
Service de gestion du système judiciaire	(X)	()	()

Service de l'avocat d'Etat	()	(X)	()
Service de l'exécution	()	(X)	()
Notariat	()	(X)	()
Service d'expertise légale	(X)	()	()
Protection judiciaire de la jeunesse	()	(X)	()
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X)	()	()
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	()	(X)	()
Service d'immigration	()	(X)	()
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	()	(X)	()
Autres	()	(X)	()

Si « autres », veuillez préciser :

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 15-1, 15-2 et 15-3:

Sources : Ministry of Justice

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1. Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant d'aller devant le tribunal et durant la procédure ?

- In accordance with the State Ensured Legal Aid Law and Regulations No 869 "Legal Aid Administration Regulation" adopted by the Cabinet of Ministers on 15 November 2005, the Legal Aid Administration manages the funds for the state ensured legal aid.

The Legal Aid Administration provides legal aid:

1) in civil matters;

2) in administrative matters:

- within appeal of orphans' court decision on the protection of child's rights and legal interests;
- in appeal procedures within asylum granting process;
- within appeal of a decision on contested departure order or decision on contested decision on deportation;
- in administrative matters in court, where the court (the judge) has decided on granting of the state ensured legal aid pursuant to the case complexity and financial situation of the natural person;

3) In the Constitutional Court proceedings to a person, based on whose constitutional complaint the Constitutional Court has made a decision on refusal to initiate the case by justifying this decision only with the absence of legal grounds or its obvious lack for the claim satisfaction.

In a Constitutional Court process, civil matters and certain administrative matters, the state ensured legal aid is available to a person, who:

- has obtained the status of a low-income or needy person (it is granted by the municipal social service; According to the Cabinet of Ministers Regulation No.299 "Regulations regarding the recognition of a family or person living separately as needy", adopted 30 March 2010, a person is assigned a poor status. Each municipality is currently given the right to determine a different income level for a low-income person);
- suddenly finds itself in a situation and material condition which prevents from ensuring its rights (due to a natural disaster or force majeure or other circumstances beyond their control);
- is fully dependent on the state or municipality.

The partial state ensured legal aid in lawyer's civil matters of certain type (on admitting a decision of members or shareholders of capital companies null and void and matters resulting from the law of obligations if the claim amount exceeds 150,000 euro) is available to persons:

- whose income level does not exceed the national minimum monthly wage;
- whose property condition is appropriate for receiving the legal aid.

A whistle-blower can receive the state ensured legal aid under cases laid down in the State Legal Aid Law without assessing his or her property.

The State ensure extrajudicial legal aid - legal consultations and the drawing up of procedural documents and legal aid - legal consultations, the drawing up of procedural documents and representation during legal proceedings in a court.

The order in which legal aid may be required before going to court and during court proceedings is the same. In order to receive the state ensured legal aid, the person must submit the following to the Legal Aid Administration:

- 1) filled-in form of the application for the state ensured legal aid with the copy of document confirming the person's right to request the legal aid;
- 2) copies of document related to the dispute nature, progress of the case etc.

Application on legal aid shall be reviewed and decision on granting or refusal to grant legal aid shall be adopted by the Administration within 21 days, but in matters affecting children's rights - within 14 days from the date of receipt of an application for legal aid, as well as in partial legal aid cases, the Legal Aid Administration takes a decision within one month. In the case of a positive decision, the Legal Aid Administration appoints a legal aid provider and determines the time and place of the first meeting with a person.

In criminal proceedings – for provision defence and representation persons address the person directing the proceedings (investigator, public prosecutor or judge) in cases and under procedure laid down in the Criminal Procedure Law (for more information please see the answer No.21).

The legal aid system in the Republic of Latvia doesn't include ADR.

017. L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2. Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Legal Aid Administration is the competent authority of providing the State ensured legal aid in a Constitutional Court process, in civil matters and certain types of administrative cases. The Legal Aid Administration alone cannot select data on legal aid in existing cases directly in proceedings. In 2018 the Legal Aid Administration received 1665 applications for request of State ensured legal aid, decisions on ensuring legal aid in civil cases were adopted in 1253 cases, legal aid was ensured in 31 asylum cases. It must be noted that one case can last for several years, depending on the duration of proceedings, consequently, in a given year the Legal Aid Administration shall provide the legal aid both in cases undertaken in the previous years and new cases. The advocate shall provide the State ensured legal aid in criminal proceedings upon a request from the person directing the criminal proceedings to the senior of the sworn advocates or in urgent in conformity with the schedule of the advocates on duty compiled by the

elder of the sworn advocates. In these cases, the Legal Aid Administration shall perform payments to an advocate regarding the legal assistance provided. According to the data available to the Legal Aid Administration legal aid was provided in approximately 8 347 criminal proceedings. Legal Aid Administration alone cannot select data on legal aid in cases existing directly in proceedings.

021. En matière pénale, les personnes n’ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l’assistance gratuite (ou financée par un budget public) d’un avocat?

	Assistance gratuite d’un avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non
Victimes	(X) Oui () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In accordance with Criminal Procedure Law legal aid can be granted as a mandatory or depends of sufficient financial means:

1. Suspects and accused persons (person who has a right to defence, has not entered into an agreement regarding defence, but the participation of a defence counsel is mandatory or the person wants that the defence counsel participated),
2. victims (poor or low-income person of legal age, if it not possible to ensure the protection of the rights and interests of the person in criminal proceedings) and minor victims (1. if the protection of the rights and interests are encumbered or otherwise not ensured, or the representatives submit a substantiated request to person directing criminal proceedings; 2. in criminal proceedings regarding a criminal offence that is related to the violence caused by the person from which the minor victim is materially or otherwise depend, or for a criminal offence against morals and sexual inviolability).

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	() Oui (X) Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d’octroyer l’aide judiciaire complète ou partielle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d’autres critères sont pris en compte pour l’octroi de l’aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus : Full legal aid to the applicant for criminal cases - There is a partly assets’ system with some specific criteria (different to accused persons and victims (for more information please see the answer No.21); Partial legal aid to the applicant for criminal cases - There isn’t a partial legal aid system in criminal cases in the Republic of Latvia Partial legal aid to the applicant for other than criminal cases - The partial state ensured legal aid since 1 January, 2019 in lawyer's civil matters of certain type (on admitting a decision of members or shareholders of capital companies null and void and matters resulting from the law of obligations if the claim amount exceeds 150,000 euro) is available to persons:

- whose income level does not exceed the national minimum monthly wage;
- whose property condition is appropriate for receiving the legal aid.

The Cabinet of Ministers determines the state of property and income level of the persons shall be regarded as appropriate for the receipt

of legal aid and the procedures for the evaluation thereof. A person, who has the right to defence, can receive full legal aid with no income and assets evaluation system for granting legal aid in criminal cases, the same for rights of minor victims. Full legal aid to the victim is granted, if person is poor or low-income person of legal age (for more information please see the answer No.21). In a Constitutional Court process, civil matters and certain administrative matters, the state ensured legal aid is available to a person according to the set criteria (for more information please see answer no.16-1).

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou en raison de l'absence d'un éventuel succès) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : Legal aid shall be refused if the legal aid requested by a person is unfounded or while if it has been granted and the state legal aid provider indicated in his opinion that in the future it will not be useful, the Legal Aid Administration (in a Constitutional Court process, in civil matters and certain kind of administrative cases) shall refuse to grant further assistance, or suspend the provision.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal

une instance extérieure au tribunal

une instance mixte (tribunal/organe externe)

Commentaires Almost in all kind of cases there is the Legal Aid administration responsibility to grant or refuse legal aid: in a Constitutional Court process, civil cases and the certain kind of administrative cases the Legal Aid Administration has a responsibility to grant or refuse legal aid, in asylum cases the Legal Aid administration receive requests to grant legal aid from The Office of Citizenship and Migration Affairs or The State Border Guard, in another complicated administrative cases administrative court according the Administrative procedure law decide to grant legal aid or to refuse legal aid. In criminal proceedings – for provision defence and representation persons address the person directing the proceedings (investigator, public prosecutor or judge) in cases and under procedure laid down in the Criminal Procedure Law and the person directing the proceedings invites an advocate for providing legal aid.

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaires

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 20 et 23 :

Sources : The State Ensured legal aid law, the Civil procedure law, the Criminal procedure law, the Administrative procedure law, the Cabinet of Ministers Regulations, Legal Aid administration data

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1. Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui	Adresse(s) internet :
aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	()	(X) www.likumi.lv
à la jurisprudence des hautes juridictions	()	(X) http://www.at.gov.lv/lv/judikatura/judikaturas-nolemumu-arhivs
à d'autres documents (par exemple le téléchargement de formulaires, l'enregistrement en ligne)	()	(X) https://manas.tiesas.lv/eTiesasMvc/nolemumi

Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « à d'autres documents » : Selection of anonymized decisions

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

(X) Oui, toujours

() Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaires - Si oui seulement dans quelques situations particulières, veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The telephone number 116006 "Helpdesk for Victims of Crime", which provides victims of crime with emotional and psychological support and information on the victims` procedural rights and access to relevant organizations and information.

Victim support websites:

<http://www.cietusajiem.lv/lv/> became available for the victims of crime, where is useful information for victims of crime, their family members and witnesses. In addition State Aid Administration according to the law "On state compensation on victims" performing its main function helps people who are recognized as victims of the crime according the above-mentioned law. Every person can visit Legal Aid Administration website following this link <http://www.jpa.gov.lv/viegli-lasit-eng> and obtain free of charge information concerning victims of the crime. Furthermore, there is state guaranteed legal aid and free helpline for victims of crime at +371 80001801 that provides informational and psychological support. Victims of the crime can visit Legal Aid Administration to get some necessary information and also come the counselling free of charge sessions.

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle/viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personnes handicapées	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si « autres personnes vulnérables » et/ou « autres modalités particulières », veuillez préciser : On 18 of February 2016 amendments in the Criminal Procedure Law (thereafter – CPL) related to the rights of victims were adopted. In order to better protect interests of the victims taking into account their special needs, the category of specially protected victim has been introduced in the CPL section 96.1 According to this provision a specially protected victim is a minor; a person who is not able to completely exercise his or her procedural rights due to a mental or other health impairment; a person who has suffered from a criminal offence directed against the morality or gender inviolability of a person, or from human trafficking; a person who has suffered from a criminal offence related to

violence or threat of violence and committed by a relative, former spouse of the victim or by a person with whom the victim was in unregistered spousal relationship; a person who as a result of a criminal offence has been, possibly, inflicted serious bodily injuries or mental impairments; a person who has suffered from a criminal offence, possibly, committed due to racial, national, ethnic, or religious reasons. In addition, also according with adopted amendments on 18 of February 2016 in the CPL a victim who is not referred to in Paragraph one of CPL section 96.1, but who, due to the harm inflicted as a result of a criminal offence, is particularly vulnerable and is not protected from repeated threat, intimidation, or revenge, shall be recognised as a specially protected victim by a decision of the person directing the proceedings.

The fundamental rights of the victim have been improved and set in the section 97.1 of the CPL which gives rights to participate in criminal proceedings, using the language in which he or she is fluent, if necessary, using the assistance of an interpreter without remuneration. According to the section 321 (2) if a victim who does not know the official language and whose permanent place of residence is in a foreign state can place the request to receive a written translation of the ruling and such written translation shall be send to the person directing the proceedings.

There were also amendments made in the section 450 (2) determining that a criminal case regarding a criminal offence against the morality and gender inviolability shall be tried in a closed court session.

031-1. Les mineurs peuvent-ils être parties à une procédure judiciaire :

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser pour quelles procédures (civile, pénale, administrative/procédure normale ou accélérée) et à quelles conditions (les mineurs peuvent-ils bénéficier de l'aide judiciaire, d'un avocat, etc.) : According to part 2, 3 and 4 of Section 72 of Latvian Civil Procedure law court cases for natural persons from 15 to 18 years of age shall be conducted by their statutory representatives [...]. In cases conducted by representatives of the abovementioned persons the court shall also invite such persons themselves to participate. Court cases shall be conducted, for natural persons who have not attained the age of 15 by their statutory representatives. In cases laid down in law, minors are entitled to independently exercise their civil-procedural rights and to perform obligations. In such case the statutory representatives of such persons may, in the discretion of the court, be called upon to assist such persons in conducting the case.

According Criminal Procedure Law (Section 89) in order to completely ensure the rights and interests of a minor person who has the right to defence and also if a minor is a victim, the representative thereof may participate in criminal proceedings, but also in all cases to minor must be an advocate.

In Administrative Procedure law (section 21) Procedural rights of those natural persons who have not attained the age of 15 years or who have been found to lack capacity to act, shall be exercised by their legal representatives. Procedural rights of those natural persons who have attained an age from 15 to 18 years shall be exercised by their legal representatives. In such matters the institution or the court shall invite the relevant minor to also participate. In cases prescribed by law, minors shall be entitled to independently exercise their procedural rights and fulfil duties. If by law the right to independently apply to an institution is conferred upon a minor who has attained the age of 15 years, she has the right to independently appeal an administrative act or actual action of an institution to a court. In such matters, at the discretion of the institution or the court, legal representatives of such persons may be invited in order to provide assistance to them in the conducting of the matter.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui, veuillez préciser pour quels types d'infractions :

Non

Commentaires The purpose of Law On State Compensation to Victims is to provide a natural person who, in accordance with the procedures laid down in the Criminal Procedure Law, has been recognised a victim with the right to receive a State compensation for moral injury, physical suffering or financial loss resulting from an intentional criminal offence. The right to the State compensation shall exist, if as a result of an intentional criminal offence:

- 1) the death of the person has occurred;
- 2) severe or moderate bodily injuries to the victim have been caused;
- 3) morality or sexual inviolability of the person has been violated;
- 4) the victim is a victim of trafficking in human beings;

5) the victim has been infected with human immunodeficiency virus, Hepatitis B or C.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

033. Si oui, cette indemnisation provient-elle :

d'un dispositif avec des fonds publics

des dommages et intérêts à payer par la personne responsable

d'un dispositif avec des fonds privés

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur "de classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge". (La réponse NAP signifie que le procureur ne peut pas décider de classer une affaire de son propre chef. Une décision d'un juge est nécessaire.)

Oui

Non

NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser : The decision of the public prosecutor regarding the termination of criminal proceedings shall be appealed to a higher prosecutor.

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
------------------------------------	-------------------------	----------------------

Total	48 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	192 378 [] NA [] NAP
Durée excessive de la procédure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Non-exécution des décisions de justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Arrestation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Condamnation injustifiée	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autre	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : Cost increase exist because in 2016 there was less disbursement than in previous five years as well as the lowest expense rate since 2010. It is alleged that there was simply a coincidence in the cost of the claims, where no serious infringement of the rights of the individual could be established to determine a high level of non-pecuniary damage, or the amount of the loss was not high.

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des professionnels de la justice et des usagers des tribunaux pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Si oui, à quelles fréquences et à quels niveaux ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
1. Enquêtes auprès des juges	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [X] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc
2. Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [X] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc
3. Enquêtes auprès des procureurs	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [X] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc
4. Enquêtes auprès des avocats	[] Annuelle [X] Autre type de fréquence [] Ad hoc	[] Annuelle [] Autre type de fréquence [] Ad hoc

5. Enquêtes auprès des parties	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
6. Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
7. Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input checked="" type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
8. Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaires - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : <http://jpa.gov.lv/pub/?id=65>

As regards of surveys aimed at public prosecutors, in 2018 that kind of surveys are not carried out.

Other - Court administration annually makes internal surveys to the courts and Land Registry Offices in order to measure the satisfaction with the work of the Court Administration.

Starting from the 2015 in the national court portal www.tiesas.lv is published the surveys in order to improve the work of the judicial organization. Surveys is developed for court users and for sworn advocates, prosecutors and lawyers.

About (satisfaction) surveys aimed at judges and (satisfaction) surveys aimed at court staff - The Latvian Judicial Training Centre (LJTC) after the training of judges carries out surveys. They are not published.

Annually Court Administration makes a sociological survey of residents of Latvia "Attitude towards courts and interaction with the judicial process", where the assessment of judicial system is measured.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

Oui

Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
--	----------------------	----------------------

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	377 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile :

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1. Nombre de tribunaux



042. Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux
42.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.2 Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
42.3 Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	52 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Since the reform of March, 2018, the number of first instance courts has been reduced to 10 legal entities at first instance (9 general + 1 administrative). There are also 6 appellate courts and Supreme court.

043. Nombre (entités juridiques) de tribunaux spécialisés (ou ordre judiciaire spécifique) de 1ère instance

	Nombre de tribunaux
Total (il doit correspondre au nombre indiqué à la question 42.2)	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP
Tribunaux militaires	[] NA [X] NAP
Autres tribunaux spécialisés de 1ère instance	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres tribunaux spécialisés de 1ère instance », veuillez donner des précisions : There is only Administrative court in Latvia.

044. Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée [par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux] ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser : Reform was finished in March 2018. In its course first instance court count was reduced to 10 (9 first instance + 1 first instance Administrative court).

In year 2020/2021 there is a plan of creating a court for economical cases that would be a specialised 1st instance court.

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
le recouvrement d'une petite créance	34 [] NA [] NAP
le licenciement	34 [] NA [] NAP
le vol avec violence	34 [] NA [] NAP
faillite	34 [] NA [] NAP

Commentaires This is the actual count of geographic locations of first instance courts where the following cases can be heard.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : More can be read here: https://e-justice.europa.eu/content_small_claims-42-lv-maximizeMS_EJN-lv.do?member=1

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[2 100]

Commentaires

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 42, 43 et 45:

Sources : Court count as legal entities and geographical locations are from Court administration data.

Question 45: Small claims are governed by Chapter 30.3 of the Civil Procedure Act: Articles 250.18 to 250.27, and further by Chapter 54.1: Articles 449.1 to 449.12.

Link to the law: <https://likumi.lv/ta/en/en/id/50500-civil-procedure-law>

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1. Juges et personnels non-juges



046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	559 [] NA [] NAP	108 [] NA [] NAP	451 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	381 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP	320 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	143 [] NA [] NAP	35 [] NA [] NAP	108 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les cours suprêmes	35 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	17 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	10 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	10 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	6 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

Commentaires Currently there are 9 first instance courts + 1 first instance administrative court, 5 appellate courts + 1 administrative appellate court + Supreme court - 17 court presidents in total.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel (si possible au 31 décembre de l'année de référence):

	Donnée
Donnée brute	[] NA [X] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....
 Non

NAP

Commentaires

049. Nombres de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée) :

	Donnée
Donnée brute	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Donnée en équivalent temps plein	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
affaires pénales (infractions graves)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires pénales (infractions mineures)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires familiales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit du travail	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de droit social	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
affaires de faillite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
autre affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaires - Si autre, veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quell(s) type(s) d'affaire(s) ?

affaires pénales

affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

NA

NAP

Commentaires

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	1 715 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	116 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 599 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Personnels non juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision)	1 059 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	50 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 009 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	477 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	438 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Personnels techniques	83 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	67 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

5. Autres personnels non juges	96 [] NA [] NAP	11 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP
---------------------------------------	-------------------------	-------------------------	-------------------------

Commentaires - Si « autres personnels non juges », veuillez préciser : Discrepancy due to court reform (Land Registry offices integrated in general jurisdiction courts and historically high turnover rate).

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement occupés)

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	1 715 [] NA [] NAP	116 [] NA [] NAP	1 599 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	1 291 [] NA [] NAP	65 [] NA [] NAP	1 226 [] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	313 [] NA [] NAP	29 [] NA [] NAP	284 [] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	111 [] NA [] NAP	22 [] NA [] NAP	89 [] NA [] NAP

Commentaires Discrepancy due to court reform (Land Registry offices integrated in general jurisdiction courts and historically high turnover rate)

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

- pour l'aide judiciaire
- en matière familiale
- pour les ordres de paiement
- pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)
- exécution des affaires civiles
- exécution des affaires pénales
- autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)
- pour les affaires non contentieuses
- NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

- Oui
- Non

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

- la maintenance informatique
- la formation du personnel
- la sécurité
- les archives
- le nettoyage
- autres types de services (veuillez préciser) :

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 46, 47, 48, 49 et 52

Sources : The source of answers is from centralized court HR management system data on December 31st, 2018 for first and second instance courts. Supreme court has its own HR system.

3.3. Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes permanents effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées .

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	452 [] NA [] NAP	175 [] NA [] NAP	277 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	296 [] NA [] NAP	103 [] NA [] NAP	193 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	77 [] NA [] NAP	32 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	79 [] NA [] NAP	40 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

056. Nombre de chefs des ministères publics.

Total	Hommes	Femmes

Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	59 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	31 [] NA [] NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	41 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	23 [] NA [] NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	8 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	10 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : Data includes the position of the deputy Head Prosecutor, who is also the position of a higher prosecutor in the Prosecutor's Office.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]
[] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

- () Oui
() Non
[] NAP

Commentaires

059-1. Les Parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires Section 5.1 of the Law on the Protection of the Rights of the Child requires a public prosecutor to acquire specialised knowledge in the field of the protection of the rights of children, including the types of child abuse (sexual, physical, emotional), the characteristics thereof, domestic violence and contact with minors during criminal proceedings.

060. Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (sans le nombre de personnels non juges, v. question 52)(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents effectivement pourvus)

Total	Hommes	Femmes
-------	--------	--------

Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	396 [] NA	110 [] NA	286 [] NA
--	---------------	---------------	---------------

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 55, 56 et 60

Sources : Service of the Administrative Director of the Prosecutor's Office and Division for Prosecutors' Personnel and Professional Growth

3.4. Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	()	(X)
des procureurs	()	(X)
du personnel non-juge	()	(X)
des avocats	()	(X)

des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	()	(X)

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

3.4.2 Au niveau national

061-4. Disposez-vous, au niveau national, d'une ou de plusieurs enquêtes ou rapports récents concernant, en tout ou partie, la répartition hommes/femmes au sein du système judiciaire concernant :

	Oui	Non
les juges	()	(X)
les procureurs	()	(X)
le personnel non-juge	()	(X)
les avocats	()	(X)
les notaires	()	(X)
les agents d'exécution	()	(X)

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-5. Existe-t-il un programme national ou un document d'orientation visant à promouvoir l'égalité hommes/femmes dans le système judiciaire ?

() Oui

(X) Non

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Pouvez-vous nous en préciser les références ou indiquer le lien internet pour accéder à ce(s) document(s), ou nous le/les adresser ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
le recrutement des juges	()	(X)
la promotion des juges	()	(X)

le recrutement des procureurs	()	(X)
la promotion des procureurs	()	(X)
le recrutement du personnel non-juge	()	(X)
la promotion du personnel non-juge	()	(X)

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte)

[X] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité homme/femme)

[X] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours)

[X] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public



061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	()	(X)

dans les services du ministère public (procureurs)	()	(X)
pour le personnel non-juge des tribunaux	()	(X)

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et leurs fonctions. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires .

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)
Autres	()	(X)

Commentaires - Si « autres », pouvez-vous préciser ? Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) :

les mesures prévues (veuillez préciser) :

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires

061-10. Dans le système judiciaire de votre pays (en se basant éventuellement sur des évaluations, études ou rapports officiels), quelles sont les principales causes d'inégalités dans :

les procédures de recrutement (veuillez préciser) : General regulation on equal treatment
 1. According to The Constitution of the Republic of Latvia (Section 91.). All human beings in Latvia shall be equal before the law and the courts. Human rights shall be realised without discrimination of any kind.
 2. According to Law On Judicial Power (Section 51.) In the selection of judges, no discrimination based on origin, social and financial status, race or nationality, sex, attitude towards religion, type and nature of occupation, or political or other views is permitted.

les procédures de promotion et l'accès aux fonctions de responsabilité (veuillez préciser) : No measures are planned.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires This is not actual problem and issue for Latvia and no special measures are needed.

061-11. Dans vos tribunaux, une attention particulière est-elle portée à la question de la parité vis-à-vis du public ou des usagers de la justice, notamment :

	Oui, veuillez préciser	Non
les magistrats ou personnel des tribunaux sont plus des hommes ou des femmes selon certains types d'affaires	()	(X)
la composition des audiences collégiales est toujours mixte	()	(X)
il existe des statistiques hommes/femmes concernant les personnes qui saisissent le tribunal/les victimes, les auteurs d'infractions, etc.	(X) We can discern victim gender in Criminal cases and use it in statistics to see how many of males/females are per case, as a victims or as accused persons.	()

Commentaires - si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires . We can discern victim gender in Criminal cases and use it in statistics to see how many of males/females are per case, as a victims or as accused persons.

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> définies et coordonnées au niveau des l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> autre
TI Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> organisées au niveau des l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> No
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> No

Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	(X) Oui () Non	(X) Oui () No
---	----------------------	---------------------

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches » External contractor is used for structural IT projects in courts. Afterwards it is maintained and developed in cooperation mainly by an IT department with the help of professionals in the field (judges, prosecutors, non-judge judicial staff, etc.)

065-3. Existe-t-il un dispositif de détection et de valorisation des innovations en matière de technologies de l'information issues d'initiatives personnelles et/ou des tribunaux ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires (précisez notamment les projets ayant connu des développements nationaux)

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- (X) Oui
- () Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [X] les processus opérationnels
- [X] la charge de travail
- [X] les ressources humaines
- [] les coûts
- [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent) There is a yearly security audit for state information systems.

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence

de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.) Personal data managed by courts is governed by the Personal Data Processing Law that also states that the information to be provided to a data subject may not include a reference to public institutions which are persons directing criminal proceedings or bodies performing operational activities, and other institutions regarding which disclosure of such information is prohibited by law. The governing institution is Data State Inspectorate.

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires <https://manas.tiesas.lv/eTiesasMvc/nolemumi> and <http://at.gov.lv/lv/judikatura/judikaturas-nolemumu-arhivs>

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : All the data that could allow for the person to be identified are anonymised including names, surnames, licence plates, addresses, bank account numbers, other document ID's etc. <https://manas.tiesas.lv/eTiesasMvc/nolemumi> and <http://at.gov.lv/lv/judikatura/judikaturas-nolemumu-arhivs>

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

() Non

Commentaires Reports are automatically generated and available at the website <https://dati.ta.gov.lv/>

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

- Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature
- Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs
- Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès Court administration of Latvia is responsible for providing access to these data.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

(X) Oui

() Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- 100% - accessible à l'ensemble de l'appareil judiciaire
- 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- 1-9% - dans un seul tribunal
- 0% (NAP) - Pas d'accès

NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires



063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

(X) Oui

() Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Court administration has implemented a world class business intelligence solution to work with court data.

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co connexion d'un CMS avec un outil statistique
Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) accessible aux parties () publication de la décision en ligne () les deux () non accessible [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Entièrement intégré, y compris BI () Intégré () Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Registre relatif aux entreprises	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires – si d’autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser Can be done by e-mail and other custom system.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

() Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[]

Commentaires

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Communication entre le tribunal et les avocats représentant les parties

(X) Oui

() Non

Communication entre le tribunal et les parties non représentées par un avocat

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-6-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) - pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires Mentioned practitioners can contact and communicate with courts using electronically signed messages or via the manas.tiesas.lv court e-service portal

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés ? (contentieux de faible valeur, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire)

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Available at manas.tiesas.lv are specialized electronic templates that can be filled and submitted to the court via the mentioned e-service portal.

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition de parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Although courts use videoconferencing technology hearings are recorded in audio only for audio protocol purposes.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

Oui

Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement

Commentaires

3.6. Performance et évaluation

3.6.1. Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de

qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	() Oui (X) Non
dans les services du ministère public	() Oui (X) Non

Commentaires

3.6.2.Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

[X] nombre de nouvelles affaires

[X] durée des procédures (délais)

[X] nombre d'affaires terminées

[X] nombre d'affaires pendantes

[X] stocks d'affaires

[] productivité des juges et des personnels des tribunaux

[X] satisfaction du personnel des tribunaux

[X] satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

[X] coûts des procédures judiciaires

[] nombre de recours

[] taux de recours

[X] clearance rate

[X] disposition time

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires All of these indicators can and are used to evaluate different aspects of court work from efficiency, quality and stability to decision of filling out a vacancy.

First four modalities are included in the report that courts have to prepare for the Judiciary Council before the end of January.

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Evaluation happens on a basis of request. The evaluation can happen for a single court or instance at any time for a number of reasons.

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- Oui
- Non

Commentaires Not currently, but there is a suggestion from State Audit Office and a subsequent proposition from Ministry of Justice and Court administration to the Judiciary Council to start to take court work statistical indicators into account when planning annual budget. If necessary, based on workload data resources can be allocated later within a court.

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- Annuelle
- Moins fréquente
- Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser : Monthly reports on the results of the public prosecutor's work in pre-trial criminal proceedings and the results of work which are not related to the conduct of pre-trial criminal proceedings shall be drawn up in accordance with the order of the Prosecutor General.

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- Oui
- Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) : Court administration

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) :

Conseil supérieur des procureurs

Ministère de la Justice

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général /Procureur de la République

Organe d'audit extérieur

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3.Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public



070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires We have created a specific tool for this purpose that is available also in public from <https://dati.gov.lv/>

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

	Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> We can access data such as days until first hearing or time between hearings in a case that we use to measure waiting time during judicial proceedings.	<input type="checkbox"/>
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

3.6.4. Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

- Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Court Administration
- Non

Commentaires Court Administration of Latvia, Antonijas street 6, Riga, Latvia

080-1. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal:

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires Available at <https://dati.ta.gov.lv/>

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :General Prosecutor's Office

Non

Commentaires Division of Prosecutors' Personnel and Professional Growth of the Department of Operational Analysis and Management, General Prosecutor's Office, Kalpaka boulevard 6, Riga, Latvia

080-3. Est-ce que cette institution publie sur internet des statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public?

Oui, sur internet

Non, seulement en interne (sur un site intranet)

Non

Commentaires

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et un bilan d'évaluation) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires Courts are required to submit this report to the Judiciary Council annually before the end of January.

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires Courts are required to submit this report to the Judiciary Council annually before the end of January.

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, des objectives et une évaluation de l'activité)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Once a year, an annual meeting of the Prosecutor's Office is organised, with Members of the Parliament, Heads of Law Enforcement and State Institutions, as well as representatives of the media, in which the Prosecutor General gives an overview of the results of the work of the previous year of the Prosecutor's Office and determines the priority working directions for the current year. The report of the

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

Internet

Intranet

Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites...)?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : An electronic calendar has been developed for courts and prosecutors, which allows to determine the occupancy of the prosecutors and thus reducing the number of court hearings suspended.

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : An electronic calendar has been developed for courts and lawyers, which allows for judge to see when a certain lawyer has scheduled court hearings, is on vacation, etc. The calendar makes it easier to designate court cases in all court procedures (including also criminal cases). This electronic calendar is part of the Court Information System, and is administered by the Court Administration of Latvia.

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
 Pouvoir législatif
 Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
 Président de la juridiction
 Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
 Non

Commentaires There is a judicial self-governing body (Tiesnešu kvalifikcijas kolija) that evaluates judges work from qualitative side every five years.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
 Procureur général /Procureur de la République
 Conseil supérieur des procureurs
 Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
 Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du

procureur ?

Oui

Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation

Annuelle

Moins fréquente

Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : More about qualification collegie here: <http://at.gov.lv/lv/tieslietu-padome/tiesnesu-pasparvaldes-institucijas/tiesnesu-kvalifikacijas-kolegija>

Ministry of Justice, Court Administration

Prosecutor General Office

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1.Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

NA

NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. Ratio entre le nombre total de procédures de récusations initiées et le nombre de récusations qui ont abouti (au cours de l'année de référence) :

[]

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ?

Pour les procédures civiles (non-exécution)

Pour les procédures civiles (durée)

Pour les procédures pénales (durée)

NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour Européenne des droits de l'Homme au niveau de l'Etat/au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées): Review procedure - According to part 1 of Section 478 of Latvian Civil Procedure Law a new examination of the case in connection with newly-discovered circumstances shall be initiated according to application by a participant in the case. The application shall be submitted to the same court by a judgment or decision of which examination of the case on the merits is completed. In Accordance to paragraph 6 of Section 479 of Latvian Civil Procedure Law one of the newly-discovered circumstances can be a ruling of the European Court of Human Rights [...] in such case, out of which it arises that court proceedings should be commenced anew. In such case the court, when giving a ruling in the resumed case, must base on the facts established in the ruling of the European Court of Human Rights [...] and their judicial assessment. Of course, matters are not always reviewed, as this is only one of the irregularity mechanisms and it is not used in each case. There are also other mechanisms, for example, representatives from the Bureau of the Representative of the Latvian Government before International Human Rights Organisations (hereafter – the Bureau) takes part in the standing working group of the Ministry of Justice that evaluates Judgments of the European Court of Human Rights against Latvia. Reports on the assessment of these judgments are presented to determine what actions, if any, must be taken. If, regarding a judgment of the European Court of Human Rights, it is necessary to amend the Civil Procedure Law, representatives of the Bureau also participate in the Standing Working Group for the Drafting of Amendments to the Civil Procedure Law, established by the Ministry of Justice. It should be noted that already adjudication of matters in a court within reasonable time period is ensured through Section 27.1 of law On Judicial Power which states that a Chief Judge of a court shall plan and determine the objectives of the court work in relation to average time periods for adjudication of matters in a court (the standard of time periods for adjudication of matters) prior to the beginning of each calendar year in cooperation with court judges. The standard of time periods for adjudication of matters shall be determined, taking into account the court resources and the necessity to ensure the right of a person to adjudication of a matter in a reasonable time period and in conformity with other basic principles for examination of matters. A Chief Judge of a court shall approve the standard of time periods for adjudication of matters in a court and supervise the actual time periods of examining matters in a court. A Chief Judge of a court shall submit information to the Board of Justice regarding the approved standard of time periods for adjudication of matters until 1 February of each year. Also, adjudication of matters in a court within reasonable time period is ensured through Section 32.1 of the Law on Civil Procedure which regulates the transfer of a case accepted for examination to another court to ensure faster examination of a case. In the context of the mechanism for preventing offenses in relation of the length of the adjudication process, it should be noted that the Standing Working Group for the Drafting of Amendments to the Civil Procedure Law is constantly discussing how to ensure that the cases are adjudicated within a reasonable timeframe and what safeguards can be used by the participants in the adjudication process if the trial is unduly delayed.

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation par la Cour Européenne des droits de l'Homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions dans ce chapitre.

4.2. Durée des procédures

4.2.1. Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
 en matière pénale
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
 en matière pénale (infractions mineures)
 en matière administrative
 Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements par oral, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
 affaires pénales
 affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : By 1 March 2018, the Civil Procedure Law introduces a judgment of a court of abbreviated content in the specific cases provided for in Article 194:

- if the defendant has fully recognised the claim and the court is satisfied;
- in the case of a judgment by default, if the court is satisfied in full;
- simplified procedure cases;
- in cases of rights under dispute before the Board of Appeal for Industrial Property.

Simplified procedures cases (small claims) and cases under dispute before the Board of Appeal for Industrial Property will also take effect if neither party asks the court to draw up a “full” judgment including reasoning. But in the case of reduced judgments, where the defendant has fully recognised the claim and the court satisfied it and in the case of a judgment by default if the court is satisfied in full, the judgments in short will be final judgments (the parties do not have the right to seek a reasoned judgment).”

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d’audience) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Partly yes, according to the Law on Judicial Power (Section 28.6, Paragraf 5.1) the dates and time of court sessions, as well as information regarding the availability of a sworn advocate and a prosecutor shall be noted in the calendar of court sessions created in the Court Information System. A note made in the calendar of court sessions regarding determination of the date and time of a court session shall be binding in planning adjudication of matters in a court session with the participation of such sworn advocate or a prosecutor whose participation in another court session has already been noted in the calendar of court sessions.



4.2.2. Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	25 433 [] NA [] NAP	317 227 [] NA [] NAP	317 970 [] NA [] NAP	24 690 [] NA [] NAP	2 670 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	19 522 [] NA [] NAP	27 778 [] NA [] NAP	28 712 [] NA [] NAP	18 588 [] NA [] NAP	2 603 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	4 499 [] NA [] NAP	287 606 [] NA [] NAP	287 320 [] NA [] NAP	4 785 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	4 499 [] NA [] NAP	42 345 [] NA [] NAP	42 059 [] NA [] NAP	4 785 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	0 [] NA [] NAP	245 261 [] NA [] NAP	245 261 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	0 [] NA [] NAP	245 261 [] NA [] NAP	245 261 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			
3. Affaires administratives	1 412 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 843 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 938 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	1 317 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	61 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP			

Commentaires In 2018 there were several stages of court system reform. Several District courts were merged, and The Land Register offices appended to the District courts. Partially due to court system reform, Court Information System database has undergone several error checks and data clean-ups, that has affected amount of cases, especially – unresolved.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. 1) Applications for securing claim prior to initiation of the matter in a court and for securing of evidence; 2) Applications for securing claim prior to initiation of the matter in a court; 3) Applications for securing of evidence prior to initiation of the matter in a court; 4) Applications for execution of obligations through the court; 5) Undisputed compulsory execution of obligations; 6) Execution of obligations in accordance with warning procedures; 7) Voluntary sale of immovable property at auction through the court; 8) Submitting the subject-matter of an obligation for safekeeping in the court; 9) Applications for Commercial Court adjudication execution procedures; 10) Applications for arbitrary court decision compulsory execution; 11) Applications for property protection if there is no inheritance case; 12) Applications concerning execution of court adjudications.

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance

Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	5 908 [] NA [] NAP	16 913 [] NA [] NAP	17 244 [] NA [] NAP	5 577 [] NA [] NAP	890 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	4 744 [] NA [] NAP	9 165 [] NA [] NAP	9 652 [] NA [] NAP	4 257 [] NA [] NAP	870 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	1 164 [] NA [] NAP	7 748 [] NA [] NAP	7 592 [] NA [] NAP	1 320 [] NA [] NAP	20 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. There may be some change in data due to court system reform.

4.2.3. Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 175 [] NA [] NAP	5 619 [] NA [] NAP	5 895 [] NA [] NAP	1 899 [] NA [] NAP	156 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 528 [] NA [] NAP	4 464 [] NA [] NAP	4 661 [] NA [] NAP	1 331 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	0 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	0 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	6 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Affaires administratives	647 [] NA [] NAP	1 149 [] NA [] NAP	1 228 [] NA [] NAP	568 [] NA [] NAP	59 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Partially due to court system reform, Court Information System database has undergone several error checks and data clean-ups, that has affected amount of cases, especially – pending. Data on court statistics are being calculated by automated systems and records on changes that affect data in database are not available. Any changes to the Court Information System can affect the data.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance

Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	572 [] NA [] NAP	2 543 [] NA [] NAP	2 603 [] NA [] NAP	512 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	487 [] NA [] NAP	1 400 [] NA [] NAP	1 504 [] NA [] NAP	383 [] NA [] NAP	41 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	85 [] NA [] NAP	1 143 [] NA [] NAP	1 099 [] NA [] NAP	129 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
3. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Partially due to court system reform, Court Information System database has undergone several error checks and data clean-ups, that has affected amount of cases, especially – pending. Data on court statistics are being calculated by automated systems and records on changes that affect data in database are not available. Any changes to the Court Information System can affect the data.

4.2.4. Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	1 614 [] NA [] NAP	2 186 [] NA [] NAP	2 149 [] NA [] NAP	1 651 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	741 [] NA [] NAP	1 082 [] NA [] NAP	1 170 [] NA [] NAP	653 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	0 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	0 [] NA [] NAP	44 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	0 [] NA [] NAP	43 [] NA [] NAP	42 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
3. Affaires administratives	869 [] NA [] NAP	850 [] NA [] NAP	761 [] NA [] NAP	958 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autres affaires	4 [] NA [] NAP	210 [] NA [] NAP	175 [] NA [] NAP	39 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Supreme Court does not rely only on data in the Court Information System, they keep separate sheet for statistics

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui

() Non

Commentaires

099-1-1. Si oui, veuillez indiquer le nombre :

d'affaires reçues par la Cour suprême ? [2 920]

d'affaires classées par cette procédure ? [1 230]

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	94 [] NA [] NAP	734 [] NA [] NAP	668 [] NA [] NAP	160 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	94 [] NA [] NAP	734 [] NA [] NAP	668 [] NA [] NAP	160 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. Supreme Court does not rely only on data in the Court Information System, they keep separate sheet for statistics

4.2.5. Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires de divorce contentieux, licenciement, faillite, vol avec violence, homicide volontaire, relatives aux demandeurs d'asile et relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers reçues et traitées par les tribunaux de 1^{ère} instance.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.
Divorce contentieux	1 178 [] NA [] NAP	1 569 [] NA [] NAP	1 648 [] NA [] NAP	1 099 [] NA [] NAP
Licenciement	276 [] NA [] NAP	355 [] NA [] NAP	427 [] NA [] NAP	204 [] NA [] NAP
Faillite	4 718 [] NA [] NAP	1 990 [] NA [] NAP	2 666 [] NA [] NAP	4 042 [] NA [] NAP
Vol avec violence	130 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP	182 [] NA [] NAP	132 [] NA [] NAP
Homicide volontaire	44 [] NA [] NAP	57 [] NA [] NAP	40 [] NA [] NAP	61 [] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input checked="" type="checkbox"/> NAP			

Commentaires Partially due to court system reform, Court Information System database has undergone several error checks and data clean-ups, that has affected amount of cases, especially – unresolved. Data on court statistics are being calculated by automated systems, we do not keep track on any changes that affect data in database. Any changes to the Court Information System can affect the data.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours juridictionnels relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Judicial remedies relating to asylum seekers:

The rights, including rights to legal remedies, of an asylum seeker are laid down in Asylum Law (adopted on December 17, 2015; in force since January 19, 2016) which transposes relevant EU asylum acquis.

According to the Asylum Law, an asylum seeker can appeal administrative decisions taken by the Office of Citizenship and Migration Affairs in asylum cases to the Administrative District Court regarding asylum seeker's transfer to the responsible Member State, which will examine the application in accordance with Regulation No 604/2013; decision to leave the application without examination; decision to grant or refuse to grant refugee or subsidiary protection status and decision to discontinue examination of the application or refusal to reopen the examination of application, as well as the decision on the withdrawal of the refugee or subsidiary protection status. Furthermore, an asylum seeker has the right to appeal the decisions taken within the asylum procedure by the State Border Guard (detention, obligation to register in the SBG unit) to the District Court.

It is ensured that the documents submitted for the appeal procedure are translated from the State budget resources by the institution which examines the relevant application or claim. The information on the appeal procedure, as well as the decision of the District Administrative Court, which is final and can not be appealed, is provided in a language which an asylum seeker understands or is reasonably supposed to understand. Moreover, an asylum seeker is exempted from the State fee for the submission of an application to the court in the amount laid down in the laws and regulations. In case an asylum seeker does not have sufficient financial resources, he/she has the rights to apply for the State ensured legal aid (free of charge) in the appeal procedure. The amount of the free of charge legal aid is determined in the relevant national legislation. If an asylum seeker appeals decisions taken by the State Border Guard, no financial means test is performed.

Judicial remedies relating to the right of entry and stay for aliens:

The rights of entry and stay for aliens are laid down in Immigration Law (adopted on October 31, 2002; in force since May 1, 2003). According to the Immigration law, a foreigner has the right to contest the decision to refuse, annul or revoke a visa by submitting a relevant application and other documents in Latvian, English or Russian to the institution which was responsible for taking the decision, in a procedure as it is specified in the aforementioned law. A foreigner may appeal the decision on the contested administrative act to the Administrative District Court in accordance with the procedures laid down in law. The adjudication of the court is final and cannot be appealed.

If a foreigner has been refused entry in the Republic of Latvia, he/she has the right to dispute in the diplomatic and consular representation the decision on refusal to enter within 30 days after taking of the decision. The request is examined by the Chief of the State Border Guard or an official authorised by him or her. A decision on the contested administrative act may be appealed to the Administrative District Court in accordance with the procedures laid down in law. The adjudication of the court is final and cannot be appealed.

An inviter or a foreigner for whom in accordance with national legislation an invitation for requesting a residence permit is not necessary, has the right to dispute a decision to refuse to issue or register a residence permit or to annul it to the Head of the Office of Citizenship and Migration Affairs and also to appeal to a court a decision that was taken by the Head of the Office of Citizenship and Migration Affairs. Regarding the foreigners, in relation to whom a removal order has been issued, the Head of the institution which has issued the removal order (either Office of Citizenship and Migration Affairs or State Border Guard) has the right to revoke the removal order, if the foreigner has applied for the voluntary return programme and the relevant international organisation has informed the institution, which issued the removal order.

An official of the Office of Citizenship and Migration Affairs or of the State Border Guard shall acquaint a foreigner in a language, which he or she understands or which he or she should justifiably understand, if necessary, using the services of an interpreter, with the voluntary return decision or the removal order, legal obligation imposed on the addressee, with the decision to include in the list and the decision on the entry ban in the Schengen territory included therein, explaining where and in what period of time the administrative act may be contested or appealed. Furthermore, upon request of a foreigner the institution, which issued the relevant administrative act, shall ensure the translation of the main components of the voluntary return decision or removal order (the establishment of facts, justification of the administrative deed, legal obligation imposed on the addressee, an indication where and in what period of time the administrative deed may be contested or appealed). A foreigner has the right, within seven days after entering into effect of a voluntary return decision or a removal order and the decision included therein to include in the list and to prohibit entering the Schengen territory, to contest these to a higher national authority. A decision of a higher authority may be appealed to the Administrative District Court within seven days from the day when it entered into effect. A judgment of the Administrative District Court may be appealed by submitting a cassation complaint to the Department of Administrative Cases of the Supreme Court Senate. A foreigner has the right to State ensured legal aid in the appeal procedure to the Administrative District Court in return cases, if he does not have sufficient resources, he/she is residing in the Republic of Latvia and execution of the voluntary return decision or removal order issued in relation to him or her is suspended. In cases, a person is detained according to the procedures laid down in the Immigration Law, he/she also has the right to free legal aid (without financial means test being performed).

102. Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal). La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	16 [] NA [] NAP	270 [] NA [] NAP	122 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Divorce contentieux	10 [] NA [] NAP	273 [] NA [] NAP	116 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Licenciement	45 [] NA [] NAP	269 [] NA [] NAP	84 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	3 [] NA [] NAP	759 [] NA [] NAP	188 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Vol avec violence	27 [] NA [] NAP	327 [] NA [] NAP	83 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	80 [] NA [] NAP	212 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non

contentieux) :

. There is no specific procedure as regards divorce cases

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. Number of days from commencement to final decision in current instance court

4.2.6. Gestion des flux d'affaires – ministère public



105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [X] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [X] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [X] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires A public prosecutor is entitled to protect the rights and legitimate interests of persons and of the State in accordance with the procedures specified in the Law, as well as to submit an application for an action or an application to a court and to participate in the adjudication of cases in court. The criteria according to which the public prosecutor is guided when deciding the question regarding the need for verification are laid down in Section 16 of the Law on the Public Prosecutor's Office.

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

- [X] affaire civiles
- [X] affaires administratives
- [] affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : A public prosecutor must take part in a civil proceeding if he has filed an application, filed an application or his or her participation is compulsory. The participation of a public prosecutor in the adjudication of a case is mandatory if it has been recognised by the court or it has been specified in the norms of the Civil Procedure Law, for example in cases regarding approval and revocation of adoption, in cases regarding the determination of limitations on the capacity of a person and the establishment

of guardianship due to mental nature or other health disorders, etc.

A public prosecutor may bring an action or submit an application to a court, if: 1) it is necessary for the protection of the rights and interests of the State or local government specified in law; 2) violations of the rights or lawful interests of minors, persons under auspices, persons with disabilities, prisoners or other persons who have limited opportunities to defend their rights; 3) by carrying out a public prosecutor's verification, a violation of the law has been determined.

The rights of a public prosecutor in administrative infringement proceedings shall be governed by Section 242 of the Latvian Code of Administrative Violations. A public prosecutor, in examining information regarding a violation of the Law, is entitled: to initiate proceedings regarding an administrative violation; to familiarise themselves with the materials of the case; to submit a protest regarding a decision in a case and a decision taken regarding a complaint in an administrative violation case; to perform other activities provided for in the Law of the Prosecutor's Office.

107. La gestion des affaires par le procureur : nombre total des affaires pénales en première instance

	Reçues par le procureur au cours de l'année de référence	Classées sans suite par le procureur (v. 108 ci-dessous) au cours de l'année de référence	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales traitées en première instance par le procureur	13 111 [] NA [] NAP	1 135 [] NA [] NAP	1 592 [] NA [] NAP	8 887 [] NA [] NAP

Commentaires Cases brought to court

8887 cases with the total number of criminal offenses - 14569

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été portées par le procureur devant les tribunaux par le biais de cette procédure?

	Nombre de procédures du plaider coupable
Total	1 524 [] NA [] NAP
Avant que l'affaire ne soit portée devant les tribunaux	1 429 [] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire	95 [] NA [] NAP

Commentaires

108. Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur.

	Nombre d'affaires
Nombre total des affaires classées sans suite par le procureur (1 + 2 + 3 + 4)	1 135 [] NA [] NAP
1. Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	15 [] NA [] NAP

2. Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	381 [] NA [] NAP
3. Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	739 [] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires

109. Est-ce que ces données incluent le contentieux routier ?

Oui

Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 91, 94, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 107, 107-1 et 108.

Sources : Internal statistical recording system of the Prosecutor's Office.

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1. Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

une instance composée seulement de juges

une instance composée seulement de non juges

une instance composée de juges et de non juges

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Judges are initially recruited by committee specifically

made for each case. It consists of Chief Judge of particular court where is a vacancy, Chief Judge of Regional court, 2 representatives of Court administration and 1 representative from Ministry of Justice. Candidate who succeed in the recruitment process is appointed as intern in particular court. After internship candidate must pass qualification exams before Qualification board and Qualification board gives conclusion about the candidate. In case of positive conclusion candidate is appointed as a Judge by the Parliament.

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
 Non

Commentaires Authority competent for the promotion of judges is Qualification Board who gives their conclusion to Council for the Judiciary who gives final decision.

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges: (plusieurs réponses possibles)

- Concours / Examen
 Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
 Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen):

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge? (plusieurs réponses possibles)

- Les années d'expérience
 Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
 La performance (quantitative)
 Les résultats d'évaluations
 Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)
 Autre(s)
 Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2. Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Le ministère public est-il :

- statutairement indépendant
 sous l'autorité du ministre de la Justice ou une autre autorité centrale
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (mutation, nomination...).

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

[X] principalement par concours (concours ouvert)

[] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[X] autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Prosecutor General may exempt from the examination of general and legal knowledge a person who has successfully passed an examination of the qualification of a judge or lawyer during the last three years, who has previously worked for the position of prosecutor or who complies with the requirements of a judge, academic staff of the speciality of higher education law or a sworn lawyer for the candidacy of a prosecutor specified in Sections 34 and 35 of the Law of the Prosecutor. position.

However, in accordance with Section 33, Paragraph 2 of the Law on the Prosecutor, Prosecutor General may exempt a person from taking a qualification examination, who complies with the requirements specified in Sections 34 and 35 of the Law referred to in Section 33 of the Law of the Prosecutor General, who conforms to the judge, academic staff of the speciality of high school law or a sworn lawyer, also from taking a qualification examination.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[X] une instance composée seulement de procureurs

[] une instance composée seulement de non procureurs

[] une instance composée de procureurs et de non procureurs

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : The decision of the Council of the Prosecutor General stipulates that applicants for the position of prosecutor shall be subject to an examination of general and legal knowledge. At the same time, in accordance with Paragraph 9 of the Regulations for the selection of candidates for the position of prosecutors, the Prosecutor General may exempt from the examination of general and legal knowledge a person who has successfully passed a qualification examination of a judge or lawyer for the last three years, who has previously worked in the position of a prosecutor or who corresponds to a judge, academic staff of a speciality of high school law or a sworn lawyer for the requirements specified in Sections 34 and 35 of the Law on the Prosecutor's Office for standing as a public prosecutor.

The assessment of the knowledge of applicants shall be performed by the Commission for the Qualification of Prosecutors, and the applicants who have successfully passed the examination shall be recommended for further evaluation by the Commission for the Attestation of Prosecutors, who shall give an opinion regarding the conformity of the applicant with the status of the candidate for the position of a public prosecutor.

A traineeship agreement shall be concluded with this candidate until the decision on his or her eligibility for the position of public prosecutor has been decided. Only after the successful execution of the internship programme, the passing of the qualification examination and the receipt of the opinion of the Commission for the Attestation of prosecutors regarding compliance with the position of the public prosecutor may the person be appointed to the office of the public prosecutor.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

(X) Oui

() Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs: (plusieurs réponses possibles)

[] Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaires - Veuillez préciser comment se déroule la promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Before raising a prosecutor in the position, the Commission for the Attestation of Prosecutors shall issue an opinion regarding the conformity of the prosecutor with the position of prosecutor and shall make a proposal to the Prosecutor General to raise a specific prosecutor in the position. The Commission for the Attestation of Prosecutors shall evaluate the quality and effectiveness of the performance of the professional duties of a public prosecutor, work experience, organisation of individual work, participation in refresher measures, statistical indicators of work, etc. criteria.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur?

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Les résultats d'évaluations

Les critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.3.Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : A judge shall be removed from office:

1) pursuant to his or her own request;

2) in connection with election or appointment to another office;

3) due to his or her state of health if it does not allow him or her to continue to work as a judge;

4) if he or she has repeatedly received an unfavourable opinion in the assessment of his or her professional work.

A judge shall be dismissed from office:

1) if the judge has been convicted, and the judgment of the court has come into legal effect; or

2) on the basis of a decision of the Judicial Disciplinary Board.

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à

vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :3

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The Office of the Prosecutor Law stipulates in which cases the prosecutor is dismissed from office, for example, at his own decision, in connection with his election or appointment to another position, due to the achievement of the maximum age of performance of duties (65 years), etc. In accordance with Article 38.1 of Office of the Prosecutor Law, the employment of the Prosecutor may be extended for a further period of up to two years.

The prosecutor will be dismissed if he refuses to terminate his membership of parties or political organizations or the prosecutor has repeatedly received a negative evaluation, and in other cases.

Prosecutor may be dismissed, for example, in case of deliberate failure to perform his duties or gross violation of the standards of the Code of Ethics for Prosecutors.

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :0.5

Non

Commentaires At the moment, the law does not specify the term of the probation period, but in practice the candidate for the vacant position of a district (city) public prosecutor has been appointed in accordance with the term specified in the traineeship agreement, i.e. up to six months.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

NA

Commentaires It is for undetermined period.

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Court Administration
Prosecutor General Office

5.2. Formation

5.2.1. Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

128. Fréquence de la formation continue des juges :

Fréquence de la formation

Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : The training is provided regularly but it is not mandatory for a judge to attend the training.



5.2.2. Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : Section 5, Paragraph 3 of the Law on the Prosecutor's Office directly imposes an obligation on prosecutors to continue continuing training. In accordance with the Code of Ethics of Latvian prosecutors, prosecutors must also take care of the growth of their professional qualifications.

In addition, Decision No 14 of the General Prosecutor's Council of 29 June 2016 adopted a Statute providing that the Commission for the Qualifications of Prosecutors shall draw up a programme of traineeships for the candidate for the post of public prosecutor. It sets out a requirement for a candidate for a public prosecutor's office to attend training on professional topics organised by the Prosecutor General's Office, including the role of the prosecutor and ethical matters.

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Une institution pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une institution pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Une institution commune pour juges et procureurs	[]	[]	[]
--	-----	-----	-----

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'institution pour l'année de référence, en €
Une institution pour les juges	163 457 [] NA [] NAP
Une institution pour les procureurs	[] NA [X] NAP
Une institution commune pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. A specialised training centre has not been established for the training of prosecutors, as is the case for judges - the Latvian Judicial Training Centre. However, the Prosecutor's Office has permanent cooperation with the Latvian Judicial Training Centre in relation to the provision of professional development (training) activities of prosecutors.

131-2. Nombre de formation continue (en jours) organisées par l'institution de formation judiciaire à l'intention des juges, des procureurs, du personnel non-juge et du personnel non-procureur

	Nombre de formation continue organisée, en jours (sans e-learning)	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	104 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
1. Seulement pour les juges	10 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
2. Seulement pour les procureurs	72 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Seulement pour le personnel non-juge	7 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP
4. Seulement pour le personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

5. Autres formations communes	15	0
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires :

E2. Veuillez indiquer les sources utilisées pour répondre aux questions de ce chapitre :

Sources : Court administration of Republic of Latvia, Law on Judicial Power
Prosecutor General Office

5.3.Exercice de la profession

5.3.1.Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	23 592 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 797 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	23 592 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	16 797 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	50 508 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 052 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	50 508 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	35 052 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	27 975 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 679 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	27 975 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 679 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	34 827 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 352 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	34 827 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	24 352 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The changes are related to the Law On Remuneration of Officials and Employees of State and Local Government Authorities, which increased the judge's monthly salary to EUR 1966, and the salaries of judges increased significantly in 2018 compared to 2016. Same for prosecutors.

Comment for prosecutors: Prosecutors shall be entitled to a supplement for the ranking of the public prosecutor, depending on the degree of office assigned. The ranking of a public prosecutor shall be assigned according to the position, professional knowledge, qualifications and experience of work. Question 132 shows the maximum gross and net public remuneration.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

Juges	Procureurs
-------	------------

Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Other financial benefits for judges:

According to the Law On Remuneration of Officials and Employees of State and Local Government Authorities there are following financial benefits for judges:

- benefit up to 50 per cent of the monthly salary once in a calendar year for an official (employee) for each disabled child on a dependent basis up to the age of 18;
- benefit up to 50 per cent of the monthly salary once in a calendar year, leaving the annual paid leave;
- A judge who has been elected to the Council of Justice, the Disciplinary Board of Judges, the Judicial Ethics Commission or the Judicial Qualification Board shall receive a supplement in the amount of three per cent from the monthly salary specified for each session of the relevant institution of self-administration of judges visited by a judge of the district (city) court. The chairperson of the Judicial Council, the chairperson of the Disciplinary Board of Judges, the chairperson of the Judicial Ethics Commission and the chairperson of the Judicial Qualification Board shall receive a supplement in the amount of five per cent from the monthly salary specified for the district (city) court judge for each session of the relevant self-government body visited.
- A judge shall receive a supplement in the amount of three per cent from the monthly salary of the judge specified in the Law stated above, in accordance with the work schedule of the investigating judges or on a holiday day in accordance with the work schedule of the investigating judges, or he or she shall be granted paid rest time on another day of the week;
- Dismissal allowance in the amount of one monthly salary shall be paid to the judge, leaving office due to the health;
- A benefit shall be disbursed in case of the death of a family member (spouse, child, parents, grandparents, adopter or adoptee, brother or sister) or dependant in an amount of not more than one minimum monthly salary.
- Insurance of the health;
- Annual paid vacation for 5 calendar weeks, not including national celebrating days;
- The annual paid vacation is extended by three working days after every five years worked as the judge, but not more than 15 working days in total.

[] NAP

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Arbitrage	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Consultant	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Fonction politique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser les conditions et éventuellement les montants:

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-1. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

juges uniquement

juges et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

NAP

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, quelle est la composition de cet institution/organe ?

procureurs uniquement

procureurs et représentants d'autres professions juridiques

autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cet institution/organe sont-ils accessibles au public?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. A public prosecutor may be held liable for disciplinary action for failure to comply with the provisions of the Code of Ethics for Prosecutors, but for gross violation of the rules of the Code of Ethics of Prosecutors, a public prosecutor may be dismissed. In cases of the application of a disciplinary sanction, information shall be inserted on the internal home page of the Prosecutor's Office, which shall also contain

information regarding the nature of the alleged violation. Decisions of the meetings of the Certification Commission regarding violations of the basic principles of the ethics of prosecutors shall be made publicly available. The meetings of the Commission for the Certification of Prosecutors, in which matters of the ethics of prosecutors are examined, shall be open.

[] NAP

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1. Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (plusieurs options possibles) ?

- Justiciables
- Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) : Minister of Justice
- Autre (veuillez préciser) : Ethical commission
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (plusieurs options possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :
- Ceci n'est pas possible

Commentaires

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (plusieurs options possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature

- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (plusieurs options possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur Général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2. Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Other for prosecutors - A public prosecutor shall not be held liable for disciplinary action

for committing a criminal offence, but shall be held liable for disciplinary action for committing an administrative violation, for example, failure to comply with road traffic regulations.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
8. Démission	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
9. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. Comment for judges - 3 cases pending; 2 cases – examination (discussion) in disciplinary board. Dismissal means that the application for disciplinary proceedings was dismissed. In 2018 there were no cases examined by the Disciplinary court. One appeal was received. Comment for prosecutors - Section 44 of the Prosecutor's Office Law defines the disciplinary sanctions applicable to the public prosecutor: (1) note; (2) reprimand; (3) reduction of the monthly salary of the public prosecutor to 20 per cent for a period not exceeding six months; (4) downgrades; (5) dismissal. The column "Other" contains a disciplinary sanction - note (Reproof).

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 144 et 145 :

Sources : Supreme Court
Prosecutor General Office

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1. Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	1 218 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

NA

NAP

Commentaires

149. Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice (plusieurs options sont possibles) pour les :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Affaires civiles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires de licenciement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales - Défendeur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Affaires pénales - Victime	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

NAP

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des avocats : Participants in administrative proceedings may participate in the proceedings with the assistance of or through their representative. The representative may be any natural or legal person with capacity to act, subject to the restrictions set out in Sections 36 and 37 of Administrative Procedure Law. In the civil procedure also any natural person may be an authorised representative, taking into account the restrictions specified in Section 84 of Civil Procedure Law. In cassation courts leads individuals represent themselves or through a lawyer. In criminal procedure a defence

counsel shall be an advocate practising in Latvia who implement the defence in criminal proceedings, or a specific stage or separate procedural action thereof of a person who has the right to defence. In order to completely ensure the rights and interests of a minor person who has the right to defence, the representative thereof may participate in criminal proceedings.

Since 1.january 2019. according with Civil Procedure Law (Article 82.1.) Exceptions to the general rules on the right to representation (1) Natural persons and legal persons before the Court of First Instance and the Court of Appeal shall conduct the proceedings themselves or through a lawyer:

- 1) in cases of invalidation of decisions of shareholders of capital companies or shareholders' meetings (Chapter 30.4);
- 2) in cases arising from the law of obligations, if the claim exceeds EUR 150,000;
- 3) in cases of protection of commercial secrets against unlawful acquisition, use and disclosure (Chapter 30.8).

In the case provided for in paragraph 3 of the first paragraph, the case may also be pursued through a professional patent attorney.

In the cases referred to in Paragraph one of this Section, the case shall be conducted by the legal person itself, if it is carried out by officials acting within the scope of authority conferred by law, the Articles of Association or the By laws, as well as persons who are in the employment legal or civil service relationship with the legal entity concerned. authorized by this Law.

149-0. En cas d'absence de monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients au tribunal :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si « autres », veuillez préciser. De plus, veuillez préciser pour les catégories mentionnées quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Please look forward the answer on question above (Q149.)

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- Activité notariale
- Arbitrage/médiation
- Mandataire
- Syndic de copropriété
- Agent immobilier
- Autres (veuillez préciser) :Administrator of insolvency

Commentaires This additional activity can only be carried out by a lawyer if he or she has complied with the requirements of the relevant legislation for the relevant profession - for example, a mediator exam.

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- Avocat indépendant
- Avocat salarié

Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

un barreau national

un barreau régional

un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

Oui

Non

Commentaires - Si non, veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 146 et 148 :

Sources : <http://advokatura.lv/en/sworn-advocates/pec-tiesu-darbibas-teritorijas> , Ministry of Justice

6.1.2.Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires It is an agreement between a lawyer and a client. They are known and legally prescribed only in cases of state-provided legal aid.

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires They are known and legally prescribed only in cases of state-provided legal aid.

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3. Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Persons may be admitted as sworn advocates if they:

1) are citizens of the Republic of Latvia;

2) have a faultless reputation;

3) have reached the age of twenty-five;

4) have received a state-recognised diploma of second-level higher education in law and have obtained the qualifications of a lawyer;

5) are fluent in the official language at the highest level;

6) have obtained work experience by working in any of the following positions:

a) at least three years – in the position of judge,

b) at least five years – in the position of prosecutor, sworn bailiff or sworn notary, or assistant to a sworn advocate,

c) at least seven years – in the position of academic personnel specialising in law at an institution of higher education or in any other position with a juridical speciality;

7) have passed the advocate examination.

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

le Barreau

le législateur

autre (veuillez préciser) : They are approved by the Parliament (Saeima), but the initiative comes from the Ministry of Justice collaboration with the bar association.

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

la prestation de l'avocat

le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The Latvian Council of Sworn Advocates established the Commission of ethics for lawyers. An administrative, supervisory and executive institution of the Latvian Collegium of Sworn Advocates is the Latvian Council of Sworn Advocates.

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

Le juge

Le ministère de la Justice

Une instance professionnelle

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
5. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et

le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : In five cases disciplinary proceedings have been finished without seeing the grounds for punishing a sworn advocate, but in one case a sanction has been imposed - a ban on the performance of the duties of a sworn advocate for a period of up to one year.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1 Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1. Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : Latvian legislation does not stipulate the use of mediation as mandatory in any type of cases. Parties to a case may mutually agree to use mediation as a means of dispute resolution. The only reservation stipulated by the Civil Procedure Law pertains to cases where parties have, following the procedure stipulated in the law, mutually agreed beforehand that in case of a dispute, they would use mediation (e.g. by including such a provision in a contract concluded by and between them). A judge shall refuse to accept a statement of claim if the parties have, in accordance with the procedures laid down in law, agreed on the settlement of a dispute through mediation and evidence that a proposal to settle the dispute through mediation has been rejected has not been submitted, or a mediation agreement has not been entered into, or mediation has been terminated without reaching an agreement in accordance with the procedures laid down in the Mediation Law (Paragraph 31, Section 132 (1) of the Civil Procedure Law). In this case the judge's refusal to accept a statement of claim cannot be construed as an obstacle to submit an equivalent statement of claim to a court after having rectified the deficiencies.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
-----------------	---------------------------------------	------	-----------

Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires administratives	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non [] NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	52 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP	45 [] NA [] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : Ministry of Justice

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

- la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal
- l'arbitrage
- la conciliation (si différente de la médiation)
- d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer la source de la réponse à la question 166 :

Source : <http://sertificetimediatori.lv/mediatori/>

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1. Fonctionnement

169. Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

170. Nombre d'agents d'exécution

Total	Hommes	Femmes

Nombre d'agents d'exécution	101 [] NA	[X] NA	[X] NA
------------------------------------	---------------	----------	----------

Commentaires

171. Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles) :

- [] des juges
 [X] des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques
 [] des huissiers de justice attachés à une institution publique
 [] autre

Commentaires - Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs) : Sworn bailiffs perform the execution of adjudications of the court and other institutions, as well as other activities prescribed by Latvian legislation. They are independent in performing their official activities and subject only to law. Sworn bailiffs are persons belonging to the court system assigned to regional courts and perform the duties prescribed by laws. In respect of the official activities sworn bailiffs shall be comparable to State officials. Sworn bailiffs are appointed to the office for life and they may hold this office up to the age of sixty-five years. The Minister for Justice may extend this time period to seventy years of age upon a recommendation of the Council of Latvian Sworn Bailiffs.

171-1. Les agents d'exécution ont-ils le monopole dans l'exercice de leur fonction ?

- (X) Oui
 () Non

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu du monopole des agents d'exécution ou au contraire des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: According Latvian legislation only sworn bailiffs have authority to perform the execution of adjudications of the court and other institutions in civil matters (authority to apply the compulsory enforcement measures).

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP

Saisies des véhicules terrestres à moteur	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Mesures d'expulsion	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP
Autres	(X) Oui avec monopole () Oui sans monopole () Non [] NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

172. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

173. La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par (la réponse NAP signifie que la profession n'est pas organisée) :

une instance nationale

une instance régionale

une instance locale

NAP

Commentaires

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175. Est-ce que les frais d'exécution sont librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires The number of sworn court bailiffs is specified un the cabinet Regulation No.66 of 19 January 2010 "Regulations on Number of Sworn Bailiffs and Locations of Offices Thereof, Districts and Borders Thereof".

H0. Veuillez indiquer les sources pour la réponses à la question 170 :

Source : The number of sworn court bailiffs is specified un the cabinet Regulation No.66 of 19 January 2010 "Regulations on Number of Sworn Bailiffs and Locations of Offices Thereof, Districts and Borders Thereof".

8.1.2.Efficacité des services d'exécution

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

- une instance professionnelle
- le juge
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Commission of Disciplinary Matters. Includes 2 representatives of the Ministry of Justice, 2 representatives elected by the general meeting of the sworn bailiffs, 1 judge of the Supreme Court assigned by the Chief Justice of the Supreme Court. According to Law on Bailiffs the materials of the disciplinary matter initiated by the Minister of Justice or the Council of Latvian Sworn bailiffs examine the Commission of Disciplinary Matters. It's independent authority.

179. Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés ?

180. Si oui, qui est chargé de formuler ces normes de qualité ?

- un organisme professionnel
- le juge
- le ministère de la Justice
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Quality standards are set by law. There is a specific qualification estimation system for the sworn bailiffs set by Regulation No 451 issued by the Cabinet on the rates for the official activities of sworn bailiffs.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The district (city) court performs supervision of the official activities of sworn bailiffs in accordance with civil procedural procedures. The Council of Latvian Sworn Bailiffs at least once a year ensure examination of books and execution files of each sworn bailiff. The Council of Latvian Sworn Bailiffs can give instructions and recommendations to the sworn bailiffs and, if necessary, assess an issue regarding initiation of a disciplinary matter or notify the relevant authorities for the sworn bailiff to be held criminally liable. Besides according to the Law on Bailiffs the Council of Latvian Sworn Bailiffs examine complaints and submissions received thereof, as well as may initiate a disciplinary matter against a sworn bailiff upon a proposal of a judge or a prosecutor, as well as

pursuant to a complaint of a person or on its own initiative regarding:

- violation of statutes of Latvian Sworn Bailiffs College;
- violation of professional ethical standards;
- violation of methodology confirmed by Council of Latvian Sworn Bailiffs. Law in Bailiffs also prescribes that Minister of Justice has the power to initiate a disciplinary matter against a sworn bailiff upon a proposal of a judge or a prosecutor, as well as pursuant to a complaint of a person or on his own initiative.

All disciplinary cases are heard by Commission of Disciplinary Matters. The Commission of Disciplinary Matters. Includes 2 representatives of the Ministry of Justice, 2 representatives elected by the general meeting of the sworn bailiffs, 1 judge of the Supreme Court assigned by the Chief Justice of the Supreme Court.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum.

- absence de toute exécution
- non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques
- manque d'information
- durée excessive
- pratiques illégales
- supervision insuffisante
- coût excessif
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

184. Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Amendments in the Cabinet Regulation No. 451 of 26 June 2012 "Regulations on Amount of Fee of Sworn Bailiffs" have been made (came into force on 02.11.2108.). The amount of fees had been reviewed and reduced in small amounts of debt collection cases and when debtor settle his obligations in a timely manner. Bailiff's remuneration in amount of fee is specified in the Cabinet Regulation No. 451 of 26 June 2012 "Regulations on Amount of Fee of Sworn Bailiffs". The Cabinet Regulation is available on: <https://likumi.lv/doc.php?id=250209>

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option

possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : For delay of tax payments and monthly payments for the maintenance of the Collegium of Latvian Sworn Bailiffs.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	1 [] NA [] NAP
5. Autre	5 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S’il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : “Other” – issue of reproof. As a result of the disciplinary proceedings, the Disciplinary Commission in one case decided to merge and examine the disciplinary cases proposed against one sworn bailiff due to offenses of a similar nature.

In two cases, disciplinary proceedings were terminated as no violations were found.

In two cases, disciplinary proceedings were terminated as no violations were found.

In two cases, no disciplinary punishment was applied, but the Disciplinary Commission decisions were sent to the Latvian Council of Bailiffs to explain the inaccuracy of their actions to sworn bailiffs.

H1. Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 186, 187 et 188 :

Source : Source: 186 – Civil Procedure Law. According to Civil Procedure Law a true copy of the judgment shall be sent to the participants in the matter who have not attended the court sitting, not later than three days after the judgment has been pronounced. It is considered that the judicial documents have been served on the seventh day from the day of sending, if the document have been sent by mail, or on the third day from the day of sending, if the documents have been sent by electronic mail. Thereby maximal timeframe to notify the decision to the parties is 1 day (if person have attended the court sitting and choose to receive the decision in person upon signature), 6 days (if the decision have been sent by electronic mail (3 days + 3 days) or 10 days (if the decision have been sent by mail (3 days + 7days)). 187., 188. – Information provided by the Court System Supervision division of the Ministry of Justice of the Republic of Latvia.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1.Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales? (plusieurs options possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d’initiative ou de contrôle). Sworn bailiffs. According to Criminal Procedure law in order to execute a judgment and a decision in the part regarding confiscation of property, and other recoveries of a financial nature, a court send for execution to a competent State institutions or writs of execution to a sworn bailiff.

190. En matière d’amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d’évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question : <http://www.lzti.lv/statistika/>

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1. Nombre et statuts des notaires



192. Si votre pays dispose de notaires, veuillez indiquer leur nombre et leur statut. Sinon, veuillez passer à la question 197.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	98 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Professionnels nommés par l'Etat	98 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Fonctionnaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser le statut de ces notaires : The number of professional notaries (98) is indicated based on the number of actually practising notaries. Previously, there was indicated the number of the work positions, what is according to the regulation of the Cabinet of Ministers.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (plusieurs options possibles) :

- diplôme
- expérience professionnelle/formation professionnelle
- examen
- procédure de nomination par l'Etat
- autre (veuillez préciser):

Commentaires Citizenship (citizens of the European Union Member States)

Age (persons who have attained the age of twenty five years)

Language knowledge (persons who are fluent in the official language);

Risk insurance (possible risk of loss as a result of the professional activity shall be compulsorily insured).

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles):

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires Accept money, securities and documents for bailment; accept subject matter of an obligation for bailment; conduct inheritance matters; conduct divorce matters; perform other activities provided for by laws.

194-1. Les notaires ont –ils des droits exclusifs dans l'exercice de leurs fonctions :

dans le cadre de certaines procédure civile (par exemple successions ou partage successoral, divorce par consentement mutuel)

authentification

certification des signatures

contrôle de légalité des documents soumis par les parties

médiation

prestation de serments

autre, par exemple collecter les taxes, tenir des registres (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou, au contraire, des indications sur la concurrence à laquelle ils peuvent être confrontés: In cases prescribed by law notary have to deal the competition with Orphan Courts and Consular department, as well as with others authorities (for instance Land Register, Company Register)

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

Transaction immobilière

Droit de la famille

Droit des successions

Droit des sociétés

Contrôle de la régularité des jeux de hasard

Autres

Commentaires

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes numériques spécialisés dans leur activité ?

Dans l'élaboration d'instruments authentiques

Dans l'enregistrement d'instruments authentiques (archives)

Pour d'autres activités (veuillez préciser) :

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

une instance professionnelle

le tribunal

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

I1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 192:

Sources : In accordance with article 4 of the Notariate Law sworn notaries shall be appointed to office for life and they may hold this office until seventy years of age. The Notariate Law is available on web site <https://likumi.lv/ta/id/59982-notariata-likums> (there is possibility to choose a language – Latvian or English).

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1. Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires accrédités ou enregistrés :

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Latvian law provides for criminal liability of an interpreter for knowingly false interpretation / translation in the court.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection Administration of the Supreme Court

Commentaires The reply Yes, is for the court interpreters of the first and second instance courts. The reply No is for the Supreme Court. Interpreters are staff members of the Administration.

J1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 199

Sources : Court Administration

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1. Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (plusieurs options possibles):

experts à qui les parties demandent d'apporter leur expertise pour soutenir leur argumentation,

experts nommés par le tribunal pour mettre à la disposition de celui-ci leurs connaissances scientifiques et techniques sur des questions de fait,

«Experts juristes » qui peuvent être consultés par le juge pour des questions de droit spécifiques ou qui ont pour tâche de soutenir

le juge dans la préparation du travail judiciaire (mais qui ne participent pas au jugement).

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

202-1. Existe-t-il des listes ou des bases de données d'experts judiciaires agréés ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment est évaluée sa compétence ? par qui ?) : Law on Forensic Experts states that there is the Register of Forensic Experts (<https://eksperti.ta.gov.lv/en>), which is a public register containing information regarding all forensic experts operating in the State. The Register is established and maintained by the Court Administration. The certification examination specified for candidates and the recertification examination specified for forensic experts given by the Commission for Certification of Forensic Experts. The Commission examines the knowledge of a candidate in the speciality chosen, as well as evaluate the level of knowledge of the regulatory enactments regulating the activities of a forensic expert, his or her skill to draw up an opinion of a forensic expert. After examination the Commission submits the evaluation of candidates knowledge and the protocol of the examination to the Council of Forensic Experts, which takes a decision regarding issuance of a forensic expert certificate (validity period 5 years) considering the evaluation of Commission, evaluation of the reviewers of candidates "Expert opinion". After receiving forensic expert certificate a person is registered in the Register of Forensic Experts. Professional activity of forensic experts is regulated by the Law on Forensic Experts and by the Cabinet regulations, which is referable only to certified forensic experts.

202-2. Qui est responsable de l'enregistrement des experts judiciaires?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaires

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

Oui, pour combien de temps 5 years

Non

Commentaires

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection : According to the Law on Forensic Experts, a person has a claim to be forensic expert after getting the certificate (see question 202-1). Person and/or forensic expert becomes a judicial expert after the decision given by the court.

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Formation continue

Oui

Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

la procédure judiciaire

le métier de l'expert

autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

Oui

Non

Commentaires

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	324	133	191
	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui fixe la rémunération de l'expert ?

- Forensic expert service costs in criminal and administrative proceedings are covered from the budget of the institutions (according to the Law), the private expert service is covered by the Cabinet regulations. Forensic expert service costs in civil proceedings are covered by the Cabinet regulations.

206. Existe-t-il des dispositions impératives relatives à l'exercice de la fonction d'expert judiciaire dans le cadre des procédures judiciaires ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser, notamment les délais impartis pour présenter un rapport technique au juge : Time needed to

provide the report differs from case to case. There are not binding provisions regarding the time limit in order to provide a report to the judge except forensic medical expertise. The forensic medical experts have to provide the report within 30 days after the last object of research is transferred to experts. Forensic psychiatry expert should provide report made on outpatient conditions within 20 days but on stationary conditions – within 30 days.

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	[X] NA [] NAP
2. Affaires administratives	[X] NA [] NAP
3. Affaires pénales	[X] NA [] NAP
4. Autre affaires	[X] NA [] NAP

Commentaires

207. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des experts judiciaires ?

- Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée
- Oui, pour les recruter et/ou les nommer sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique
- Non, veuillez préciser qui est responsable de cette sélection

Commentaires In general – judicial experts are appointed by courts' (judges') ruling (in criminal cases also by the person directing the proceedings) if it is necessary according to the specific case and procedural needs.

In case if in certain field there is no forensic experts which are registered in the Register of Forensic Experts another person who has a corresponding special knowledge may be instructed to perform the expert-examination in accordance with the procedures specified in regulatory laws.

207-1. Le juge contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

- Oui
- Non

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources de votre réponse à la question 205

Sources : Register of Forensic Experts <https://eksperti.ta.gov.lv/en>

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1. Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Veuillez préciser si ces réformes sont en préparation ou si elles ont simplement été envisagées jusqu'alors. Des projets innovants ont-ils été mis en œuvre ? Si possible, respectez les catégories suivantes:

1. Programmes de réforme généraux There are no planned reforms.

2. Budget There are no planned reforms.

3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux-, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments) There are plans on further reforms in number of courts.

3.1. Accès à la justice et aide judiciaire In the Republic of Latvia when we talk about state-guaranteed legal aid system, it must be specified that generally there are two different state-guaranteed legal aid systems – criminal legal aid and civil and administrative legal aid. Criminal state-guaranteed legal aid has a longer history, but overall in the Republic of Latvia the state-guaranteed legal aid system was established with the State Ensured Legal Aid Law, which came into force in 2007

The State Ensured Legal Aid Law stipulates that the state must provide legal assistance for solving a legal issue outside the court and in court in order to protect the rights of a person protected by law or protected by law in the cases, forms and extent provided for in this Law. Typically, legal assistance includes legal advice, processing of procedural documents and representation in court in civil proceedings, administrative proceedings and criminal proceedings. The problem though is, that when it comes to civil and administrative state ensured legal aid, the scope of both preliminary and secondary legal aid is too narrow, too restrictive and in many instances the procedure is too complicated

Since 01.01.2019. is possibility to receive state-guaranteed legal aid also in the Constitutional Court proceedings, as well as to introduce partially state-guaranteed legal assistance in certain types of civil matters.

In addition, the draft law provides for the possibility to receive state-guaranteed legal aid also for persons who are not recognized as poor or poorly-provided, but whose income does not exceed the amount of the minimum monthly wage established in the country.

Subsequently, these parties will have access to semi-publicly-provided legal assistance, which means that the state-provided legal aid will be available through co-payment. The amount of co-payment will be determined by the Cabinet of Ministers.

In part, state-guaranteed legal assistance is available in cases of invalidation of decisions of shareholders' (shareholders) meetings and in cases where there is a dispute arising from liability rights and where the amount of the claim exceeds 150 000 EUR. It is to be noted

that since January 1, 2019, in accordance with the amendments to the Civil Procedure Law, the cases referred to in the court are entitled to bring persons on their own or through a lawyer.

4. Conseil supérieur de la magistrature There are no planned reforms.

5. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc. In 1 July 2018 amendments to the Notariate Law came into force, which stipulates, that a sworn notary may make deeds and certifications in electronic format if participants of a notarial deed or certification sign the document with an electronic signature in the presence of a sworn notary. A sworn notary may make deeds and certifications in electronic format using video conference.

In July 2019 amendments to the Notariate Law will come into force and it will stipulate, that a sworn notary have to competence to legalize of a public document issued in Latvia with certificate (apostille).

Amendments to Law on Bailiffs (approved by the Parliament on 12.04.2018.) delegates a new function to bailiffs – deliver judicial and extrajudicial documents un Latvia according to Regulation (EC) No.1393/2007 iof the European Parliament and of the Council on the service in the Member States of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters (serivce of documents and according to Convencion on the service abroad of judicial and extrajudicial documents in civil or commercial matters.

6. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération There are no planned reforms.

7. Exécution des décisions de justice On 01.03.2018. Parliament has approved amendments to Civil Procedure Law in order to improve and modernize procedures concerning directing debt recovery against movable property (came into force on 01.07.2018.). Among other, use of e-auctions has been expended. E-auction system started functioning on 1st July 2015 and at the beginning was applaid only to sell of real estate. Introduction of such electronic environment allowed achieving such benefits as fair competition between bidders, anonymity, expanding the circle of buyers and greater amount recovered for creditors. Since 01.07.2018. debtor`s property (weather real estate or movables) in enforcement process and in insolvency process as well is sold only in e-auctions. Amendments in the Cabinet Regulation No. 451 of 26 June 2012 "Regulations on Amount of Fee of Sworn Bailiffs" have been made (came into force on 02.11.2108.). The amount of fees hade been reviewed and reduced in small amounts of debt collection cases and when debtor settle his obligations in a timely manner.

8. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges There are no planned reforms.

9. Lutte contre la criminalité There are no planned reforms.

9.1 Système pénitentiaire There are no planned reforms.

9.2 La justice adaptée aux enfants There are no planned reforms.

9.3 La violence entre partenaires There are no planned reforms.

10. Nouvelles technologies de l'information et de la communication There are no planned reforms.

11. Autres There are no planned reforms.